



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Auvergne Rhône Alpes

Unité interdépartementale Drôme Ardèche

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20250227-DEC-DACA0265 DU – 8 AVR. 2025
PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE
LA SOCIÉTÉ VERDOLINI CARRIÈRES
LIEUX-DITS « CHAMPS BONDANT », « CHÂTAIGNIER » ET « GRANGENEUVE »
SUR LA COMMUNE D'ANDANCETTE

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement du 11 avril 2024 ;

VU le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 décembre 2021 ;

VU le schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires approuvé par arrêté du 10 avril 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral n°6364 du 20 novembre 1984 autorisant la S.A. CARRIÈRE DES CHÊNES à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE, aux lieux-dits « Champ Bondant », « Châtaignier » et « Grangeneuve », d'une superficie de 37 hectares 24 ares et pour une durée de 20 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°4095 bis du 12 septembre 1986 complétant l'arrêté préfectoral n°6364 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n°1284 du 5 mai 1992 autorisant la S.A. CARRIÈRE DES CHÊNES à étendre sa carrière de sables et graviers, sur la commune d'ANDANCETTE aux lieux-dits « Grangeneuve » et « Châtaignier » sur une superficie de 30 035 m², et complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°6364 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n°1394 du 3 mai 1994 autorisant la S.A. CARRIÈRE DES CHÊNES à étendre sa carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE aux lieux-dits « Grangeneuve », « Châtaignier » et « Champ Bondant », pour une durée de 20 ans :

- en surface, sur une superficie de 1 372 m²

- en profondeur, sur une superficie de 202 000 m².

VU l'arrêté préfectoral n°3006 du 10 juin 1999 relatif à la constitution des garanties financières de la carrière de la Société CARRIÈRE DES CHÊNES à ANDANCETTE ;

VU l'arrêté préfectoral n°04-4673 du 5 octobre 2004 autorisant la Société CARRIÈRE DES CHÊNES à exploiter une carrière de sables et graviers, une installation de traitement des matériaux et des installations annexes sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE, aux lieux-dits « Champ Bondant », « Châtaignier » et « Grangeneuve », sur une superficie de 40 ha 28 a 56 ca et pour une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-5882 du 28 novembre 2007 autorisant la SNC CARRIÈRE DES CHÊNES à exploiter une installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux naturels sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE au lieu-dit « Champ Bondant » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 autorisant la société CARRIÈRE DES CHÊNES à exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE aux lieux-dits « Champs Bondant », « Châtaignier » et « Grangeneuve », sur une superficie de 354 683 m² et pour une durée de 30 ans à compter du 5 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013086-0007 du 27 mars 2013 portant modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée exploitée par la société CARRIÈRE DES CHÊNES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20230920-DEC-DACA0897 du 11 octobre 2023 portant changement d'exploitant de la carrière susvisée au profit de la société VERDOLINI CARRIÈRES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20230920-DEC-DACA0897 du 11 octobre 2023 portant changement d'exploitant de la carrière susvisée au profit de la société VERDOLINI CARRIÈRES ;

VU la décision n° 20240805-DEC-DACA0755 du 9 août 2024 en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement après examen au cas par cas sur le projet d'extension et de modification des conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers déposé par la société VERDOLINI CARRIÈRES sur la commune D'ANDANCETTE de non soumission à évaluation environnementale ;

VU le porter à connaissance déposé le 28 octobre 2024 portant sur l'extension de la carrière, son approfondissement et par conséquent la mise à jour du phasage d'exploitation et des garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 janvier 2025 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique du 10 février 2025 à 9h00 au 24 février 2025 à 17h00 inclus sur la demande d'extension et de modification des conditions d'exploitation présentée par la société VERDOLINI CARRIÈRES pour sa carrière d'ANDANCETTE ;

VU l'absence d'avis et observations exprimés dans le cadre de la participation du public par voie électronique ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture et dans la presse ;

VU le rapport de l'inspection n°20250227-RAP-DACA0264 des installations classées en date du 28 février 2025 ;

VU le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courrier du 3 mars 2025 et sa réponse en date du 17 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'extraction se fera dans les mêmes conditions d'exploitation que celles prévues par l'autorisation susvisée ;

CONSIDÉRANT que l'extension souhaitée concerne une parcelle qui était occupée par d'anciens bâtiments industriels ;

CONSIDÉRANT que l'abaissement de la cote minimale d'exploitation en eau n'aura pas d'impact sur le fonctionnement hydrogéologique de l'aquifère ;

CONSIDÉRANT que des mesures seront prises pour limiter l'impact au niveau du bruit et des poussières sur les habitations riveraines ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le premier paragraphe de l'article 1 « Autorisation » de l'arrêté n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 modifié par l'arrêté n° 2013086-0007 du 27 mars 2013 est remplacé par :

« La société VERDOLINI CARRIÈRES dont le siège social est situé 100 rue de Norvège à COLOMBIER-SAUGNIEU est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions de l'arrêté n° 09-1168 du 01 avril 2009 modifié par l'arrêté n° 2013086-0007 du 27 mars 2013 puis par l'arrêté n° 20230920-DEC-DACA0897 du 11 octobre 2023 et enfin par le présent arrêté, à exploiter une activité d'exploitation de carrières ainsi que les activités désignées ci-après, sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE aux lieux-dits « Champs bondant », « Châtaignier » et « Grangeneuve » pour une superficie de 35 ha 65 a 48 ca dans les limites définies sur le plan joint arrêté en annexe I. »

Article 2 :

L'article 2 « Caractéristiques de l'autorisation » de l'arrêté n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 modifié par l'arrêté n° 2013086-0007 du 27 mars 2013 est remplacé par l'article suivant :

Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Section cadastrale	N° parcelle	Superficie autorisée (en m²)	Superficie exploitée (en m²)	Exploitation hors d'eau	Exploitation en eau
A	445	896	497	X (PP)	X (PP)
	456	940	300	X	X (PP)
	457	2 200	1655	X	X (PP)
	458	12 630	12 087	X	X (PP)
	462	17 990	16 727	X	X (PP)

Section cadastrale	N° parcelle	Superficie autorisée (en m²)	Superficie exploitée (en m²)	Exploitation hors d'eau	Exploitation en eau
	463	8 760	8 365	X	X (PP)
	464	25	0		
	465	23 155	21 833	X	X (PP)
	466	2 720	2 632	X	X (PP)
	467	4 020	3 817	X	X (PP)
	468	3 670	3 484	X	X (PP)
	469	2 850	745	X	X (PP)
	475	16	16	X	X
	479	7 750	7 714	X	X
	480	5 000	5 000	X	X
	481	4 390	4 390	X	X
	482	12 220	12 220	X	X
	483	2 780	2 780	X	X
	484	2 650	2 650	X	X
	485	1 102	1 102	X	X
	486	1 640	1 640	X	X
	487	2 020	2 020	X	X
	488	3 540	3 492	X	X
	489	4 270	4 270	X	X
	490	2 830	2 435	X	X (PP)
	491	4 050	3 511	X	X (PP)
	492	7 160	6 142	X	X (PP)
	493	3 230	2 819	X	X (PP)
	494	5 470	4 776	X	
	495	2 140	1 909	X	
	496	3 710	2 776	X	X (PP)
	499	5 050	3 759	X	X (PP)
	500	2 890	2 890	X	X
	501	6 370	5 737	X	X
	502	5 780	3 817	X	X (PP)
	503	10 640	10 398	X	X
	505	1 300	1 300	X	X (PP)
	506	5 600	5 600	X	X (PP)
	507	6 670	6 670	X	X

Section cadastrale	N° parcelle	Superficie autorisée (en m²)	Superficie exploitée (en m²)	Exploitation hors d'eau	Exploitation en eau
	508	4 150	4 150	X	X
	509	4 160	4 160	X	X
	510	3 360	3 360	X	X
	511	4 280	4 280	X	X
	512	4 730	4 730	X	X (PP)
	516	8 980	8 770	X	X (PP)
	518	2 119	1 571	X	X (PP)
	519	38 790	23 989	X (PP)	X (PP)
	520	3 470	0		
	1007	2 026	2 026	X	X
	1008	6 234	6 234	X	X
	1025	6 492	3 863	X (PP)	X (PP)
	1026	5 168	4 495	X	X (PP)
	1077	8 111	5 822	X	X (PP)
	1082	2 494	1 504	X	
	1084	10 554	6 970	X	
	1086	2 994	0		
	1401	5 000	1 862	X	X (PP)
	1402	4 260	4 260	X	X (PP)
	1435	2 288	2 121	X	
	1436	1 712	1 712	X	X
	1638	8 180	8 180	X	X (PP)
	1639	2 242	2 242	X	X (PP)
	1640	3 213	3 213	X	X
	1641	1 685	1 685	X	X
	1756	1 372	1 318	X	X
	1757	561	0		
	471	528	528	X	
	473	1 050	1 050	X	X (PP)
	474	2 200	2 200	X	X (PP)
	1073	1 683	1 025	X	
	1075	473	197	X	
TOTAL		354 683	301 492		
Extension					

Section cadastrale	N° parcelle	Superficie autorisée (en m²)	Superficie exploitée (en m²)	Exploitation hors d'eau	Exploitation en eau
A	1873	1865	357	X	
TOTAL GÉNÉRAL		356 548	301 849		

(PP) : pour partie

X : parcelle concernée

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter du 5 octobre 2004.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans les dossiers de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de sables et graviers devant conduire en fin d'exploitation à un réaménagement en plan d'eau dans la partie nord du site en plateforme industrielle dans la partie sud, suivant le plan de phasage joint en annexe n°II du présent arrêté.

La hauteur de la découverte est de 0,2 m en moyenne ;

La hauteur du banc exploitable est de 35 m en moyenne dont 15 m en eau ;

La cote (NGF) limite en profondeur est de 130 m hors d'eau et 110 m en eau ;

Les réserves estimées exploitables sont de 2 000 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée de 450 000 tonnes.

Article 3 :

L'article 7.3 Épaisseur d'extraction de l'arrêté n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 est remplacé par l'article suivant :

7.3 Épaisseur d'extraction

L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 130 m hors d'eau et 110 m en eau, pour une épaisseur d'extraction maximale de 43 m.

Article 4 :

Le dernier paragraphe de l'article 7.6 de l'arrêté n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 modifié par l'arrêté n° 2013086-0007 du 27 mars 2013 est remplacé par :

« Le plan relatif à la description du phasage de l'exploitation est joint au présent arrêté en annexe II. »

Article 5 :

L'article 11 – Pollution de l'air de l'arrêté n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 est remplacé par l'article suivant :

Article 11 – Pollution de l'air :

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (A) ;

- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (B) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (C).

Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les trois mois.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003 et réalisé par un organisme agréé.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

La mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.

Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. »

La localisation des stations de mesure de poussières figure en annexe III.

Article 6 :

L'article 14.1 – Bruits de l'arrêté n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 est complété par le paragraphe suivant :

« Dans le cadre de l'extension projetée, deux points de mesure de l'émergence ont été rajoutés pour le suivi des émissions acoustiques. La localisation des points de mesure de bruits figure en annexe IV. »

Article 7 :

Le point 2 – « Montant » de l'annexe 1 de l'arrêté n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 modifié par l'arrêté n° 2013086-0007 du 27 mars 2013 est remplacé par :

2. Montant

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

- phase 5 (2024-2029) : 331 867 €
- phase 6 (2029 – 2034) : 230 970 €

Indice TP 01 utilisé = 130,6 (décembre 2024)

L'annexe 2 « Périmètre d'autorisation » de l'arrêté préfectoral n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 est remplacée par l'annexe I du présent arrêté.

L'annexe 3 « Plan de l'exploitation phase par phase » de l'arrêté n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 modifié par l'arrêté n° 2013086-0007 du 27 mars 2013 est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

Les annexes 11 et 12 relatives aux garanties financières de l'arrêté n° 09-1168 du 1^{er} avril 2009 modifié par l'arrêté n° 2013086-0007 du 27 mars 2013 sont remplacées par les annexes V et VI du présent arrêté.

Article 7 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 8 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'ANDANCETTE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'ANDANCETTE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'ANDANCETTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **- 8 AVR. 2025**

Le Préfet,

Pour le Préfet, Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Périmètre d'autorisation



Emprise de la carrière actuelle Extension demandée

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 20250227-DEC-DACA0265
du – 8 AVR. 2025

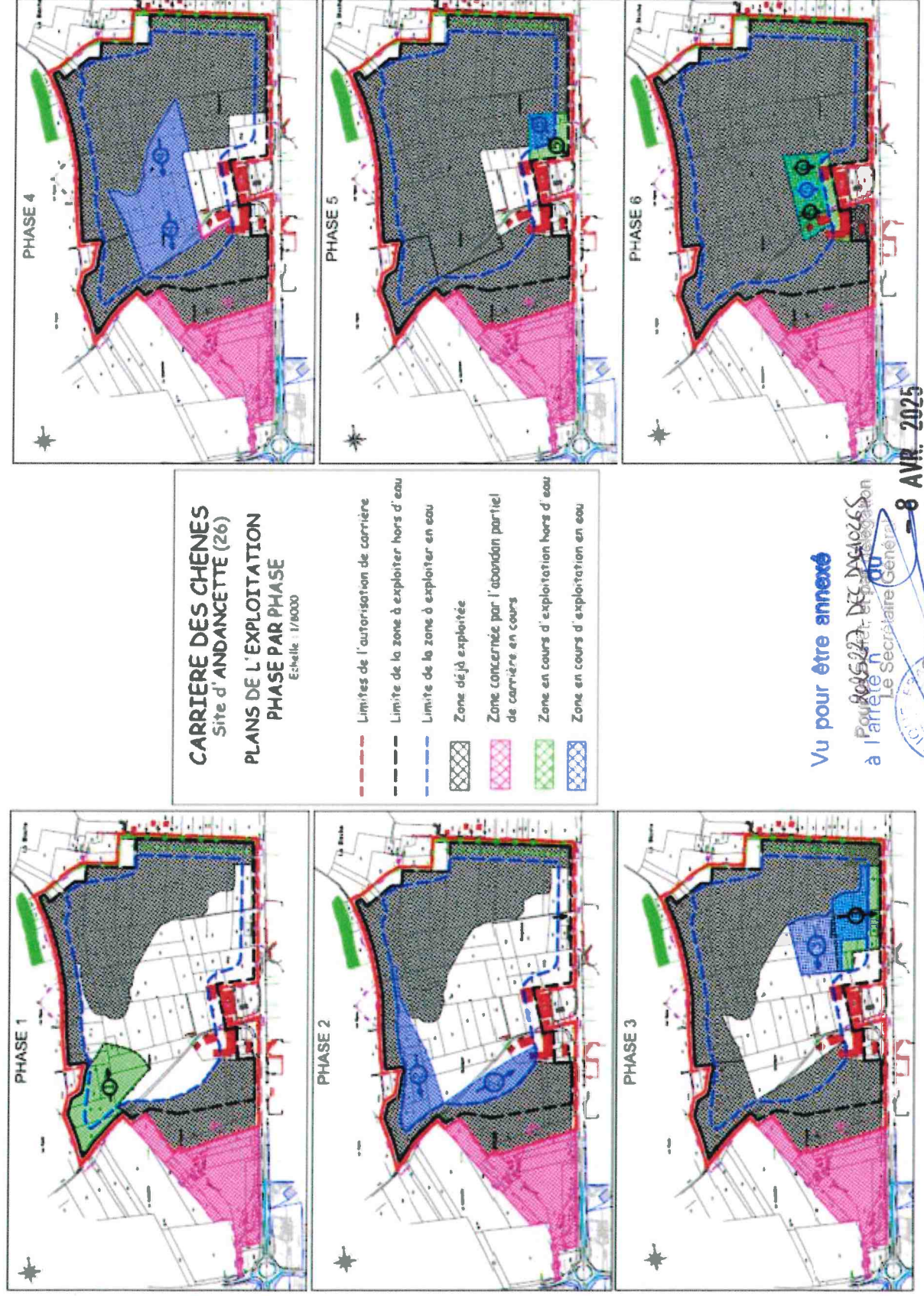


le Préfet

Service de la Préfecture

ANNEXE II de l'arrêté n°0250227-DEC-DACA0265 du – 8 AVR. 2025

Plan de phasage de l'extraction



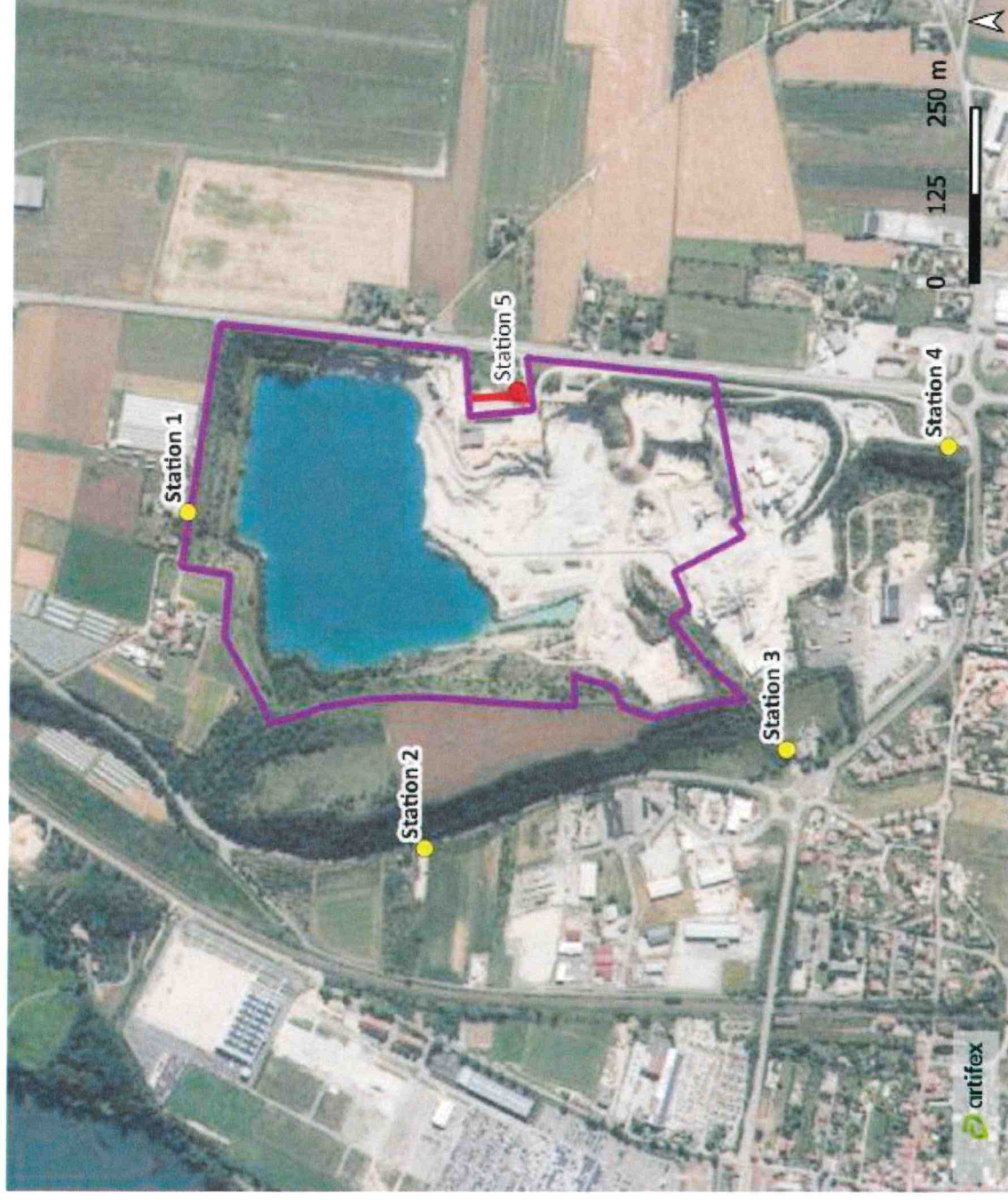
Vu pour être annexé

Pour l'arrêté n°0250227-DEC-DACA0265
à l'arrêté n°0250227-DEC-DACA0265
Le Secrétaire Général







ANNEXE III de l'arrêté n°20250227-DEC-DACA0265 du – 8 AVR. 2025

Plan de localisation des stations de mesure de poussières



Légende

-  Emprise de la carrière actuelle
-  Extension
-  Station de mesure actuelle
-  Station supplémentaire

Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 20250227-DEC-DACA0265

du 08 AVR. 2025

le Préfet



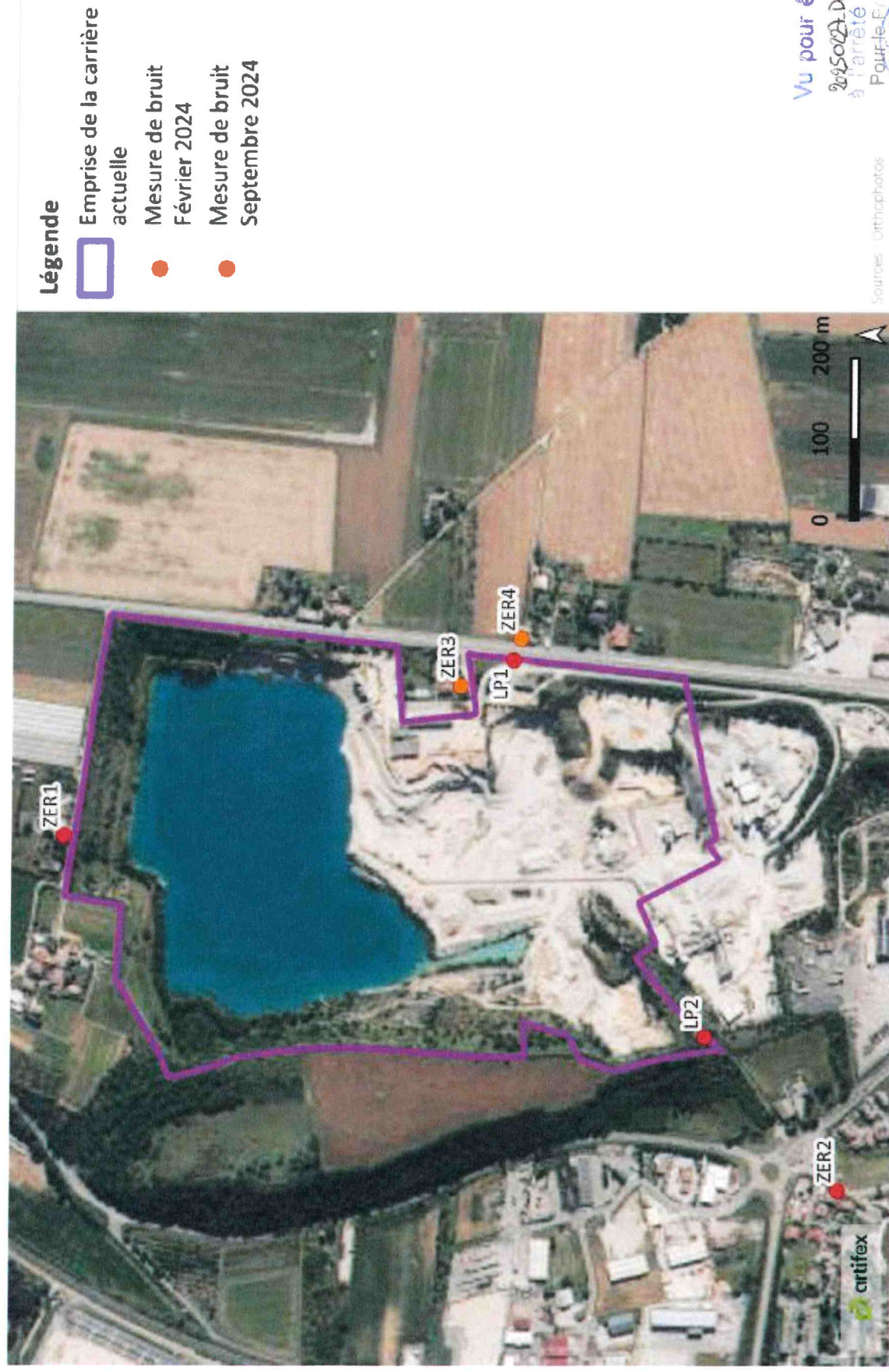
Pour le préfet, et en délégation

Le Secrétaire général

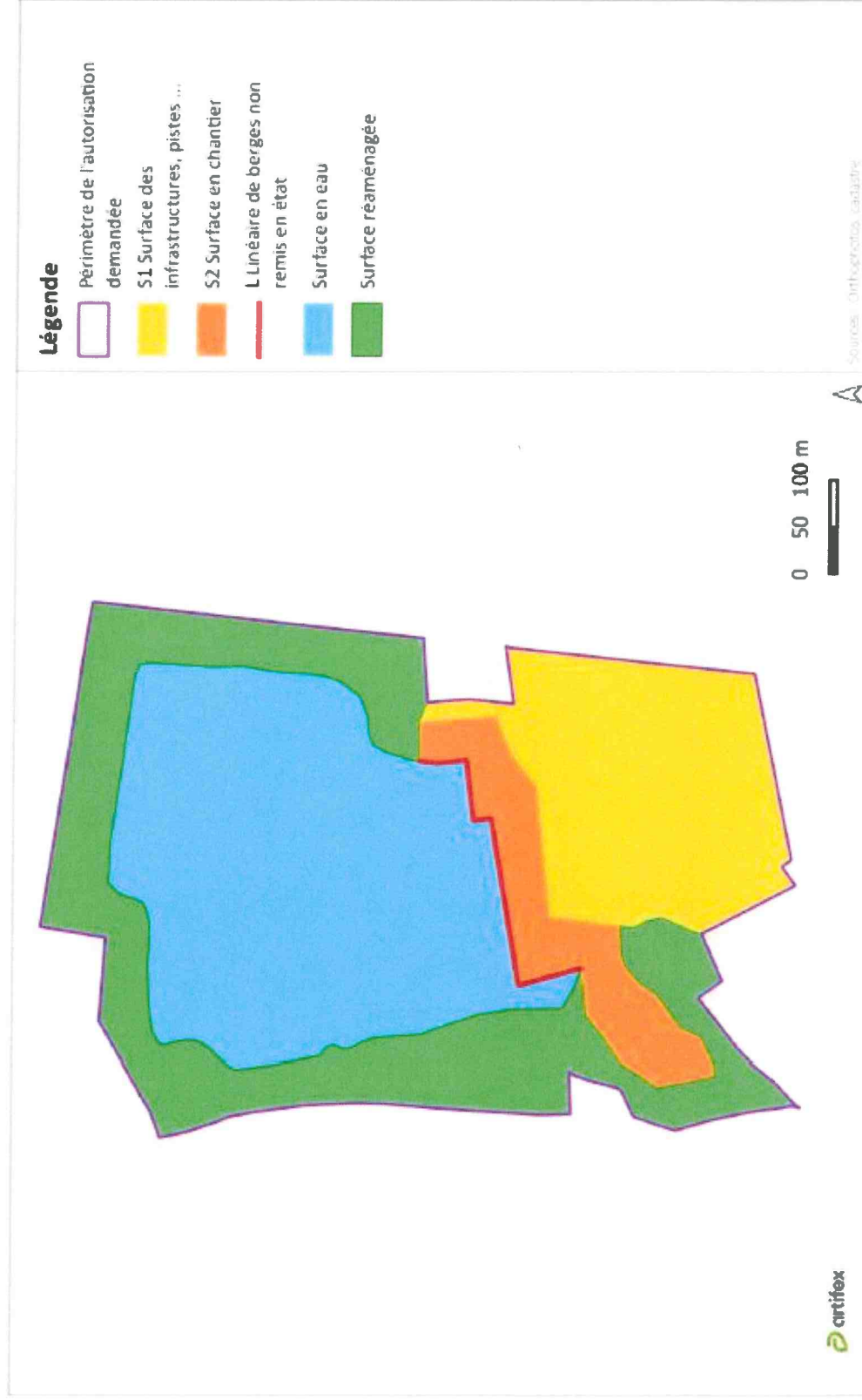
SMI MOREAU

ANNEXE IV de l'arrêté n°20250227-DEC-DACA0265 du **- 8 AVR. 2025**

Plan de localisation des points de mesure de bruit



ANNEXE V de l'arrêté n°20250227-DEC-DACA0265 du – 8 AVR. 2025
Plan de phasage des garanties financières – Phase 5



Vu pour être annexé

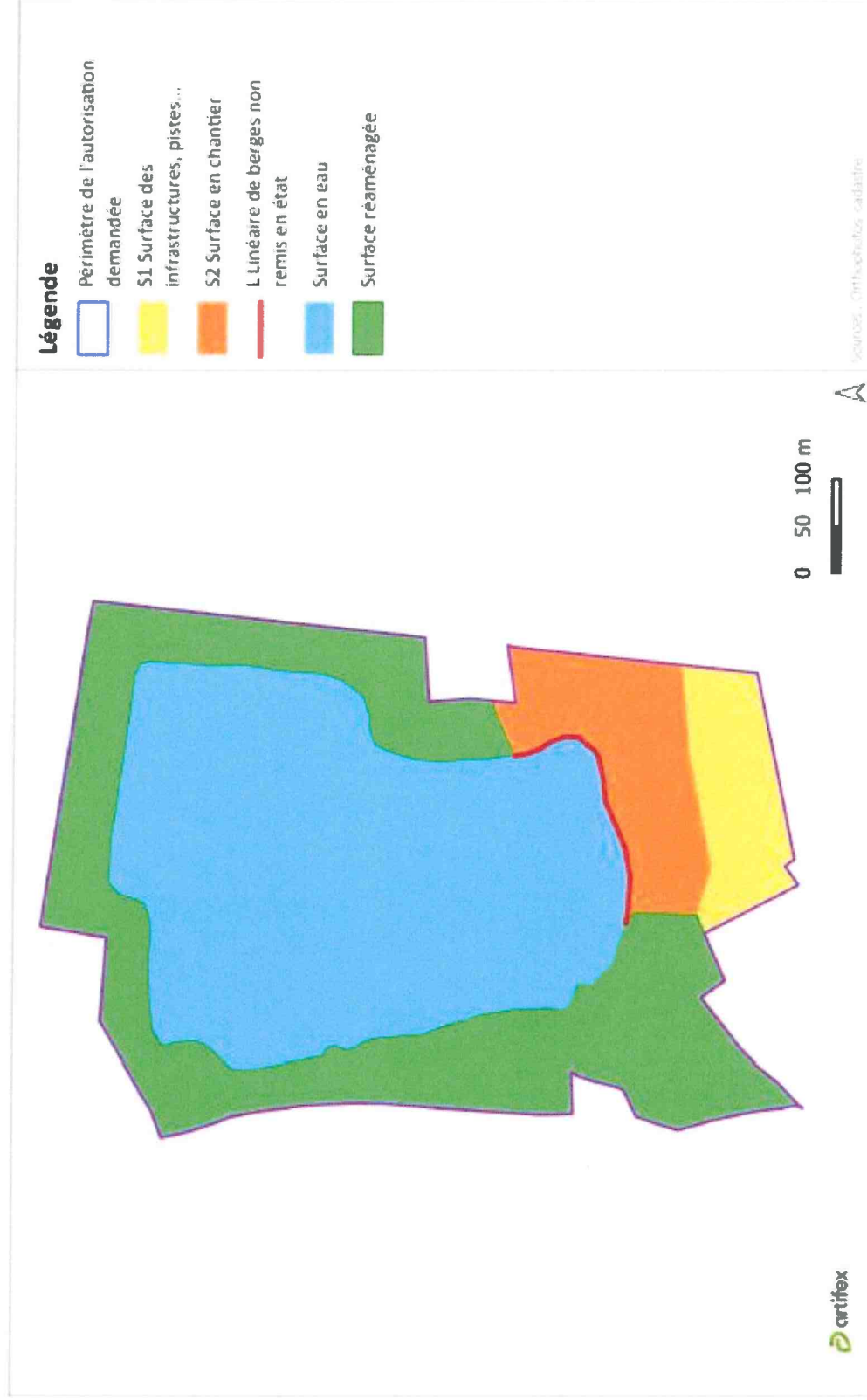
à l'arrêté n°20250227-DEC-DACA0265 du – 8 AVR. 2025



le Préfet

ANNEXE V de l'arrêté n°0250227-DEC-DACA0265 du – 8 AVR. 2025

Plan de phasage des garanties financières – Phase 6



Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 0250227-DEC-DACA0265
du – 8 AVR. 2025



Le Secrétaire général
CYNIL MORTREAU